

COMBATTRE

POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire



**OÙ EN EST LA REVOLUTION EN
TUNISIE ET EN EGYPTE ?** p. 13

N° 22
31 mars 2011
Prix : 1,00 €

*Après les cantonales,
la bourgeoisie française
est en crise*

p. 2

**Japon : le capitalisme en crise,
c'est aussi la catastrophe
nucléaire de Fukushima**

p. 18

Contact :
ccit@cci-t.org
Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p 3

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE EST DANS UNE IMPASSE POLITIQUE

Du côté de la bourgeoisie, au premier comme au deuxième tour, une partie importante des électeurs de Sarkozy est restée à la maison pendant que beaucoup de candidats de l'UMP, courageux mais pas téméraires, tentaient de dissimuler leur appartenance en supprimant leur sigle des professions de foi et des affiches ; une autre a voté directement Front National. Le désaveu de Sarkozy par son propre camp est net. Les électeurs du FN, eux, étaient mobilisés, et sont apparus du coup comme une force considérable alors qu'en réalité, c'est à dire en pourcentage des inscrits et non pas en pourcentage du faible nombre de votants, il n'en est rien. Mais cette illusion d'optique relevant d'un problème de mathématiques élémentaires a pourtant été abondamment utilisée.

En réalité, la bourgeoisie française se trouve aujourd'hui dans une impasse politique : son champion de 2007, celui qui devait rassembler et discipliner toutes les fractions de la bourgeoisie autour d'un programme de combat contre les salariés est aujourd'hui sérieusement affaibli.

Toutes les initiatives qu'il prend se retournent en leur contraire, des discours contre la population d'origine immigrée, les roms, l'islam etc... qui ne profitent qu'au FN et divisent l'UMP, du remaniement ministériel qu'il lui faut à nouveau remanier, et maintenant le débat sur la laïcité autour duquel ses partisans s'étripent. Jusqu'au rôle de commandant en chef de l'intervention impérialiste en Libye dont il se voyait bien auréolé sur un plan intérieur, ce qui n'a pas marché et ce qui, de surcroît, lui vaut de solides inimitiés d'autres puissances qui se dépêchent d'en transférer la responsabilité à l'OTAN, etc...

Beaucoup de ses soutiens inconditionnels d'hier s'interrogent aujourd'hui : non seulement Sarkozy semble devenu une machine à perdre qui entraîne la bourgeoisie dans le gouffre, mais est-il encore seulement capable de tenir le bateau dans les tangages de plus en plus forts qui s'annoncent ? Cependant la bourgeoisie n'a guère d'autre choix. Il lui est difficile de remplacer le capitaine, d'autant que celui-ci n'entend pas laisser la place et que, dans ces conditions, toute apparition d'un nouvel homme providentiel risquerait d'aggraver les divisions du camp de la bourgeoisie et de précipiter la chute de tous.

C'est avec une certaine facilité qu'une partie de l'électorat UMP a grossi les votes du FN, encouragée par Sarkozy et Copé. Mais le FN ne constitue pas une issue pour la bourgeoisie. La grande bourgeoisie, celle des usines et des

banques, se sert du FN et de la banalisation de son discours raciste comme ferment de division dans la classe ouvrière, mais elle est bien loin de choisir le FN pour porter ses couleurs. Le FN est contre l'Europe et la grande bourgeoisie est pour l'Europe, le FN est pour le protectionnisme et la grande bourgeoisie est pour la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Pour que le FN représente une solution pour la grande bourgeoisie, il faudrait d'une part que la crise du capitalisme franchisse une nouvelle étape en disloquant le marché mondial et d'autre part que les conditions politiques soient réunies, c'est-à-dire que la classe ouvrière et la jeunesse aient subi des défaites de très grande ampleur. Nous n'en sommes pas là, mais en attendant le FN peut également servir à quelques petites manœuvres.

C'est là que la mise en scène de « l'irrésistible ascension » du FN pourrait à nouveau être utile, comme elle avait servi la bourgeoisie en 2002 pour transformer le deuxième tour des présidentielles en plébiscite pour Chirac. Comme il n'est pas exclu que Sarkozy ne figure pas au deuxième tour des prochaines présidentielles, qui apparaît comme le mieux placé pour faire barrage au FN ? Strauss-Kahn évidemment, réunissant sur lui dans une espèce d'union nationale contre le FN les voix de droite comme de gauche. Car, précisément, une partie de la bourgeoisie, ne voyant pas d'issue dans l'UMP, pourrait bien considérer Strauss-Kahn comme l'homme de la situation.

Mais celui-ci, après avoir mis ses talents, dans le cadre du FMI, au service des plans d'austérité imposés à divers pays, ne suscite pas une adoration sans partage dans l'électorat traditionnel du PS et au sein du PS lui-même. D'où la campagne qui commence à s'organiser pour qu'il soit, malgré les réticences ou les résistances, désigné comme le candidat du PS. Et c'est d'autant plus facile que le dispositif des primaires mis en place par le PS lui-même, qui autorise et encourage des expressions qui peuvent être complètement étrangères au PS, est un instrument tout à fait adapté pour mener à bien cette opération.

Mais pour que toutes ces belles combinaisons puissent trouver à s'appliquer, encore faut-il que, même cahin caha, le système Sarkozy puisse durer jusqu'au printemps 2012 alors qu'il risque d'imploser avant ou que la classe ouvrière, encouragée par cette faiblesse, ne cherche à nouveau à lui régler son compte.

MAIS LA CLASSE OUVRIERE INVESTIT DE MOINS EN MOINS SES PARTIS TRADITIONNELS

Ces élections n'ont pas été non plus l'occasion d'une mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse. C'est par défaut de leur camp que Sarkozy et l'UMP enregistrent une défaite. Les électeurs du PS, Front de gauche etc... ne se sont pas précipités, loin de là : dans les quartiers ouvriers et banlieues populaires, l'abstention atteint des records absolus. Cela signifie qu'une partie grandissante de la classe ouvrière et de la jeunesse sont de plus en plus méfiants à l'égard des partis ouvriers traditionnels, de leurs programmes et de leur capacité à les sortir de la crise. Ils savent qu'en Grèce, en

Espagne, au Portugal, où le PS dirige le gouvernement, c'est la même politique d'austérité qu'en France qui est appliquée. Ils ne veulent plus de Sarkozy et de son gouvernement mais ne savent pas vers qui se tourner. La désertion du terrain électoral indique que la classe ouvrière et la jeunesse attendent des mesures, un programme autrement plus radicaux que la simple alternance électorale pour des politiques à peu près comparables. Comme les partis ouvriers ne leur donnent que l'image d'une adaptation aux exigences du capitalisme en crise, ils s'en détournent, et cela risque de

peser encore plus lourd, malgré l'enjeu, si c'est Strauss-Kahn Sarkozy. qui est désigné pour être le candidat le mieux placé face à

ET SE TROUVE BLOQUEE SUR LE TERRAIN DE LA LUTTE

La mobilisation sur les retraites n'ayant pas abouti, puisque les appareils syndicaux ont pu empêcher la grève générale contre le gouvernement, il semble donc que la classe ouvrière et la jeunesse soient également bloquées sur le terrain de la lutte et condamnées à subir la série des mauvais coups qui continuent à pleuvoir, quel que soit l'état de déliquescence de feu la majorité présidentielle et quelles que soient les grèves ou les manifestations ici où là, qui, restant dispersées et isolées, n'ont aucune chance de déboucher.

Et les travailleurs le savent pertinemment. La récente « mobilisation » nationale samedi 19 mars pour protester contre les suppressions de postes dans l'Education nationale, qui occasionnent des dégâts de plus en plus graves, n'a rassemblé que des maigres cortèges de manifestants sous des panneaux syndicaux promettant le sempiternel « carton

rouge » au gouvernement, mais se gardant bien de prendre les mesures pour l'obliger à sortir du terrain.

Parallèlement, se poursuit comme si de rien n'était la concertation entre le gouvernement et les directions syndicales sur le financement de la dépendance, pour lequel le gouvernement ne fait pas mystère qu'il doit être la voie royale ouverte aux assurances privées et constituer ainsi le cheval de Troie pour dynamiter la Sécurité Sociale.

Aucune direction syndicale n'a manifesté la moindre volonté de rompre ces discussions délétères pour en appeler à la classe ouvrière, tout comme elles avaient agi l'an dernier dans la concertation préalable à la réforme des retraites. Ainsi donc, la classe ouvrière et la jeunesse semblent être également dans une impasse politique.

VERS UNE EXPLOSION

« Les lois de l'Histoire sont plus fortes que tous les appareils » dit le Programme de Transition écrit par Trotsky en 1938. La crise mondiale du capitalisme qui se poursuit génère dans tous les pays une aggravation continue de la situation de la classe ouvrière, de la jeunesse et de nombreuses couches de la population. Mais elle entraîne également des réactions de plus en plus massives.

Au Portugal, en Grande Bretagne, en Espagne, etc... des manifestations puissantes se sont déroulées récemment. La crise révolutionnaire ouverte en Tunisie et en Egypte se répand comme une traînée de poudre dans presque tous les pays du Maghreb et du Machrek, hissant d'un coup d'un seul le prolétariat, la jeunesse et toutes les couches opprimées de

ces pays au niveau des questions les plus élevées de la révolution. Mais elle inspire également les prolétariats du monde entier. Les calculs de plus en plus problématiques de la bourgeoisie, les manœuvres des appareils du mouvement ouvrier qui bloquent aujourd'hui la classe ouvrière en France, tout cela peut être balayé par l'irruption soudaine des masses. L'abstention massive aux élections cantonales le montre : alors que la pression monte, les soupapes et le système de refroidissement du système que constituent traditionnellement les élections dans le parlementarisme bourgeois fonctionnent de moins en moins. Une explosion menace. S'y préparer nécessite de construire un parti ouvrier révolutionnaire pour dégager la voie de la prise du pouvoir et du socialisme.

Le 28 mars 2011.

SOMMAIRE

- Editorial : La bourgeoisie française est dans une impasse politique..... p. 2
- Déclaration du CCI(T) : A bas l'intervention des impérialistes en Libye ! p. 4
- Déclaration de Germinal : A bas l'intervention impérialiste espagnole en Libye ! p. 5
- On nous communique p. 6
- Analyse du premier tour des cantonales p. 8
- La crise économique se poursuit..... p. 10
- Mouvement démocratique ou révolution en Tunisie et en Egypte ? p. 13
- Le mouvement des travailleurs du Wisconsin change la donne de la lutte des classes aux USA p. 16
- Sur l'accident nucléaire à Fukushima p. 18
- Note de lecture : la révolution mexicaine interrompue (1910-1920) d'Adolfo Gilly p. 19
- Qui sommes- nous ? p. 20

A BAS L'INTERVENTION DES IMPERIALISTES EN LIBYE ! UNITE DES ORGANISATIONS OUVRIERES POUR LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES DU DISPOSITIF IMPERIALISTE

Le vendredi 18 mars, à l'initiative de l'impérialisme français, une coalition de différents impérialismes s'est constituée pour mener des opérations militaires aériennes en Libye. Cette décision, prise sous le couvert du Conseil de Sécurité de l'ONU et avec l'assentiment de la Ligue arabe, est présentée par les impérialistes comme un moyen de venir au secours des insurgés libyens, menacés dans leurs derniers retranchements par l'armée et les mercenaires du dictateur Kadhafi.

Comme toujours, c'est en brandissant la défense des libertés que l'impérialisme masque ses entreprises : hier c'était soi-disant pour débarrasser le peuple irakien de son dictateur Saddam Hussein que la coalition impérialiste envahissait l'Irak, aujourd'hui c'est soi-disant pour soutenir la lutte héroïque du peuple libyen que la coalition impérialiste s'apprête à intervenir.

Comme toujours, de Saddam Hussein à Kadhafi, le dictateur que l'impérialisme se prépare aujourd'hui à combattre était hier l'allié reçu en grande pompe dans les capitales, l'ami des dirigeants occidentaux, celui avec qui on signait de juteux contrats, celui à qui on se proposait de vendre le meilleur armement, et peu importait alors le sang qu'il avait sur les mains et ses prisons remplies d'opposants.

Comme toujours, l'impérialisme qui prétend aider les peuples opprimés par les dictatures calcule au contraire cyniquement tous ses coups de manière à laisser les dictateurs faire d'abord l'essentiel du travail contre-révolutionnaire,

Comme toujours, l'indignation des impérialistes est sélective car elle suit étroitement la ligne de leurs intérêts. Ni résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, ni menace d'intervention militaire pour défendre les manifestants à Bahreïn qui se font massacrer par le régime avec le soutien de l'armée saoudienne et de celle des Emirats arabes Unis, pas plus qu'il n'y a de réaction en défense des manifestants au Yémen, sur qui la police tire également à balles réelles...

En réalité, la crise révolutionnaire ouverte en Tunisie et en Egypte et qui se propage à des degrés divers dans tous les pays du Maghreb et du Machrek a profondément déstabilisé l'ordre impérialiste, vital pour ses intérêts économiques et politiques, dans toute cette région du monde. C'est avant tout pour tenter de reprendre l'initiative que les impérialistes montent aujourd'hui l'opération militaire en Libye. Limitée actuellement à des frappes aériennes, elle pourra parfaitement s'étendre selon les besoins à une occupation du territoire, à sa partition, etc.

En France, le Parti Socialiste a décidé de soutenir l'initiative diplomatique du gouvernement français et la résolution de l'ONU qui en a résulté. Cette décision est grave, tant par le soutien qu'elle apporte à une opération totalement impérialiste que par le soutien qu'elle donne à Sarkozy et à son gouvernement, totalement discrédité, qui cherche à bon compte sur le dos de la population libyenne à regagner un semblant de popularité.

Il appartient au contraire à toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, d'exiger l'arrêt immédiat des opérations militaires impérialistes en Libye, le retrait des troupes françaises de ce dispositif et de mobiliser dans l'unité la classe ouvrière et la jeunesse pour cet objectif tout en organisant le soutien au peuple libyen par la réquisition d'armes et leur envoi aux insurgés.



*Sarkozy reçoit Kadhafi à l'Elysée
en décembre 2007*

afin d'avoir ensuite pour lui-même le champ libre. Ainsi, lors de la première intervention en Irak, les impérialistes ont-ils soudain interrompu leur offensive au moment où éclataient des troubles révolutionnaires au Kurdistan irakien, permettant ainsi à Saddam Hussein de retourner son armée contre les insurgés.

Ainsi aujourd'hui en Libye, les attermoissements diplomatiques et les réunions de mises au point entre les impérialistes n'ont d'autre effet que de permettre à Kadhafi d'aller le plus loin possible dans l'écrasement de la révolution. Autant de gagné pour les impérialistes pour reprendre pied directement en Libye.

Nos camarades de "Germinal - noyau en défense du marxisme (Etat Espagnol)" nous ont communiqué leur position par rapport à l'intervention impérialiste en court en Libye.

A BAS L'INTERVENTION MILITAIRE IMPERIALISTE ESPAGNOLE EN LIBYE !

Le 18 mars, M. Zapatero a annoncé que le gouvernement espagnol interviendrait militairement en Libye. Zapatero a rencontré Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, et le 19 mars, il a rendu hommage au reste des impérialistes européens réunis à Paris, et en premier lieu au président français Sarkozy.

Aujourd'hui, 20 mars, nous savons qu'il y a quatre F-18 et un Boeing 707 ravitailleur, en route vers l'Italie. Zapatero a pris cette décision avant même l'adoption légale de l'intervention militaire. Dans le même temps, nous savons qu'il y a plus de six avions de chasse, une frégate, un sous-marin et plus de cinq cents militaires-mercenaires espagnols qui participent à l'intervention impérialiste au Maghreb.

La direction du PSOE, en chœur avec toutes les directions des partis de la bourgeoisie espagnole, a appuyé la décision du gouvernement Zapatero pour cette nouvelle intervention militaire impérialiste qui vient approfondir celle d'Afghanistan dans un contexte qui lui donne un caractère réactionnaire tout à fait nouveau.

Zapatero a déclaré le 18 mars « *la communauté internationale ne sera pas dupée par le régime libyen.* » La classe ouvrière espagnole se laissera-t-elle duper par M. Zapatero ? Avec les manifestations de jeunes sahraouis à El Aaiun en novembre 2010, a commencé une série de mobilisations de masse dans toute l'Afrique du Nord et en Arabie qui, à des degrés divers, ont construit des éléments d'auto-organisation - conseils - complètement spontanés et au début non contrôlés par les directions petites-bourgeoises. Un processus révolutionnaire classique



*Zapatero et Khadafi
en juin 2008*

est en marche devant lequel les bourgeoisies indigènes ont peu d'armes politiques pour lui faire face, et se voient obligées, de nouveau, de faire appel à l'armée lui conférant de fait un rôle de parti politique. Mais cela ne suffit pas : tout l'ordre bourgeois impérialiste est en danger en Afrique du Nord et en Arabie.

Cette intervention impérialiste de l'armée espagnole vise directement à arrêter, contrôler et inverser ce processus révolutionnaire. C'est aussi pour lutter contre toute résistance des masses contre les attaques sur leurs salaires et leurs conditions de vie. Toutes les mobilisations, de El Aaiun à Sanaa, ont eu lieu en réaction face au chômage et à la hausse des prix. La même résistance peut se produire dans l'Etat Espagnol contre l'action du gouvernement anti-ouvrier de Zapatero, contre l'offensive flagrante du patronat à l'encontre des travailleurs. Il ne s'agit pas seulement de continuer à garantir à l'impérialisme espagnol de troisième ordre l'exploitation de ressources naturelles des autres pays, fusse au prix des conditions de vie de ses populations, mais aussi de faire face militairement à la révolution en marche.

Par conséquent, il est du devoir des directions des organisations qui prétendent défendre les intérêts de la classe ouvrière dans l'Etat Espagnol de ne pas gober la prétendue défense de la démocratie, encore une autre farce de l'impérialisme, mais de mobiliser les organisations ouvrières dans un front uni contre l'engagement militaire espagnol en Libye, fer de lance actuel de l'intervention militaire impérialiste contre la révolution. La classe ouvrière ne sera pas dupe, de cette nouvelle manœuvre actuelle de ses directions à l'encontre de ses intérêts, des intérêts qui coïncident avec ceux des masses africaines et arabes en ébullition.

Germinal - noyau en défense du marxisme, le 20 mars 2011.

On nous communique :

Un camarade du groupe Révoltes nous communique la motion votée lors la Commission exécutive de la CGT Finances Publiques du Rhône et adressée à la Confédération contre l'intervention impérialiste en Libye.

Libye : A bas l'intervention militaire impérialiste, ni ONU, ni OTAN.

Retrait immédiat des avions et bateaux militaires français !

Argumentaire :

La CGT se dit aux côtés des peuples arabes, des révolutions en Tunisie, en Egypte et en Libye. Elle se déclare solidaires des travailleurs libyens en grève.

Dans un communiqué commun avec la CFDT et la CFTC, elle condamne « le régime tyrannique du colonel Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans et appellent à faire cesser immédiatement ces atrocités par tous les moyens que doivent déployer les diplomaties européennes et françaises. Il convient également de tout mettre en œuvre pour veiller à ce que ces massacres ne restent pas impunis. »

Or, les impérialismes ont décidé d'intervenir en Libye mais ils laissent les régimes dictatoriaux du Moyen-Orient, de la Syrie, du Yémen, du Bahreïn, de la Jordanie écraser les peuples insurgés.

L'intervention impérialiste a pour objectif d'éviter que les peuples arabes, en particulier ceux de Tunisie et d'Égypte ne revendiquent et organisent un soutien du peuple arabe aux insurgés libyens pour en finir avec Kadhafi. Ils veulent garder la maîtrise de la situation.

Les puissances impérialistes qui interviennent en Libye sont celles qui ont soutenu et armé Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, parrainent encore toutes les dictatures combattues par les travailleurs et la jeunesse, occupent militairement l'Irak et le Liban. En intervenant en Libye, il s'agit pour eux de maintenir coûte que coûte le système d'exploitation, d'oppression et de pillage qu'ils ont mis en place pour leur plus grand profit.

En France, Sarkozy et son gouvernement entendent profiter de l'intervention pour créer l'unité nationale autour d'eux alors que ce gouvernement qui jusqu'au bout aura soutenu Ben Ali, est honni par la grande masse des travailleurs comme en témoigne encore les résultats des élections cantonales qui ont vu l'UMP s'effondrer littéralement.

Mais il faut rappeler que Sarkozy a attendu le dernier moment pour tenter de prendre la tête de l'intervention car son objectif n'était pas d'éviter les massacres de Kadhafi que son ami Dassault a armé, mais bien de garder le contrôle le pays, la mainmise par des entreprises comme Total sur les ressources pétrolières.

Le meilleur soutien que l'on puisse apporter aux masses libyennes est d'engager le combat contre notre propre impérialisme, contre notre propre gouvernement. Il ne s'agit pas de l'implorer comme le fait la déclaration commune avec la CFDT et la CFTC mais au contraire, avec toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, que compte le pays, d'exiger l'arrêt immédiat des opérations militaires impérialistes en Libye, le retrait des troupes françaises de ce dispositif et de mobiliser dans l'unité la classe ouvrière et la jeunesse pour cet objectif tout en organisant le soutien au peuple libyen par la réquisition d'armes et leur envoi aux insurgés.

Le peuple libyen armé est à même de combattre Kadhafi, comme il l'a fait au début de la mobilisation jusqu'à ce que Kadhafi reprenne militairement la main, aidé par des mercenaires et par certains pays en sous-main des impérialistes.

Motion :

La CE de la CGT Finances Publiques du Rhône s'adresse à la Confédération pour qu'elle se prononce pour l'arrêt immédiat de l'intervention impérialiste en Libye, pour le retrait des troupes françaises, et pour qu'elle organise la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse pour imposer cela au gouvernement Sarkozy.

Résultat : 10 pour, 9 contre, 2 abstention

Le compte-rendu, écrit par les camarades de la Tendance Front Unique, de la CAN extraordinaire du SNASUB-FSU convoquée le lundi 13 mars 2011 et qui devait se déterminer par rapport au protocole d'accord sur la précarité soumis par le gouvernement aux syndicats.

Le SNASUB-FSU s'est prononcé de façon ultra-majoritaire contre la ratification (à l'exception notable de son secrétaire général qui était pour) de ce protocole.

Sur proposition des élus Front Unique, le SNASUB-FSU s'est aussi prononcé pour que la FSU fasse valoir son droit d'opposition, seule position permettant d'œuvrer pour faire barrage au projet du gouvernement Sarkozy-Fillon. Sur proposition de Front Unique, un communiqué a été rédigé pour expliquer la position du syndicat aux collègues et en particulier à ceux en situation de précarité.

Bien que le texte, rédigé en commun par un représentant de Front unique, un d'Unité et Action et un élu de la Liste Résister (Ecole Emancipée) ne reprenne pas l'ensemble des considérants de la tendance Front Unique, il a été voté

par Front Unique. La secrétaire générale, Arlette Lemaire, a voté contre, tout comme elle avait voté contre la demande que la FSU fasse valoir son droit d'opposition.

COMMUNIQUE SNASUB-FSU

En soumettant un protocole d'accord « portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique » aux organisations syndicales, le gouvernement entend avancer dans son objectif d'aller vers une fonction publique de métiers plutôt que de carrière en substituant le recrutement par contrat à celui sur statut.

L'augmentation de la précarité que le gouvernement prétend combattre est en réalité le produit de sa politique. En supprimant 100 000 postes en 3 ans, il a renforcé le recours à des personnels précaires pour assurer le fonctionnement des services publics.

Il est clair que ce protocole ne répond pas à la situation sociale préoccupante d'un million de salariés précaires et remet en cause le statut de la Fonction publique en multipliant le recours à la CDIisation du personnel.

Il ne comporte aucun chiffrage des personnels concernés, ni ne s'engage financièrement à créer le cadre budgétaire suffisant à la mise en œuvre d'un véritable dispositif national de résorption de la précarité dans l'ensemble de la fonction publique par voie de recrutements compensatoires, rétablissant les postes supprimés et créant les postes nécessaires à un service public de qualité.

Consciente du rôle que le gouvernement entendrait faire jouer à un accord avec les organisation de fonctionnaires à proximité des élections comme de l'enjeu que représente la résorption de la précarité,

la CAN du SNASUB du 14 mars 2011 se prononce pour que la FSU ne signe pas le protocole, pour qu'elle fasse valoir son droit d'opposition

et prenne contact sans tarder avec les autres organisations dans le but de constituer un front unitaire et d'organiser la mobilisation des personnels.

Cette position s'inscrit dans le cadre de nos mandats de congrès :

- L'arrêt du recrutement de tout personnel non titulaire, sous quelque forme de précarité que ce soit.
- La titularisation sans concours en catégorie C de tous les auxiliaires, contractuels, vacataires, qui le souhaitent, quelque soit leur support de rémunération, à partir du moment où ils justifient de deux ans d'ancienneté en équivalent temps plein.
- L'intégration par examen professionnel des contractuels qui remplissent des fonctions de niveau A et B

Dernière minute :

La direction de la FSU, malgré le forçage de l'appareil central, n'a pu signer, face aux résistances qui se sont manifestées dans l'organisation (le SNASUB (personnels administratifs), le SNCS (recherche), le SNESup, des sections départementales FSU, des sections académiques du SNES – Orléans Tours – se sont prononcés contre la signature). Ainsi, la direction de la FSU n'a pu obtenir la majorité de 70 % pour la signature.

Le courant Front Unique a contribué à cette résistance. Mais force est de constater que la signature de la CGT et de FO donne le blanc seing au gouvernement pour porter ce nouveau coup. Il faut combattre pour le retrait de cette signature scélérate.

(extrait de Lettre de Liaison N°183 du 30 mars 2011)

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : Prénom :

Adresse :

E-mail (facultatif) :

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse qui me sera indiquée en contactant le mail suivant : ccit@cci-t.org

Signature :

ANALYSE DU 1^{ER} TOUR DES ELECTIONS CANTONALES 2011

L'UMP S'EFFONDRE ET L'ABSTENTION S'ANCRE DURABLEMENT

Le 1^{er} tour des élections cantonales vient d'avoir lieu ce dimanche 20 mars 2011. C'est un séisme politique majeur pour la bourgeoisie française et en particulier pour l'UMP, le parti du président Sarkozy, qui s'effondre. Il ne représente plus que 8,32 % des inscrits du corps électoral. Le pire des résultats obtenus par un parti gouvernemental sous la V^{ème} République. Il perd 862 000 voix auquel il faut rajouter la perte de 577 000 voix pour les divers droite et de 286 000 voix pour le parti Nouveau Centre qui participe au gouvernement Sarkozy-Fillon.

LA GREVE DES URNES TOUCHE PLUS FORTEMENT LA CLASSE OUVRIERE

C'est donc bien l'abstention qui est le phénomène politique le plus important. Il vient renforcer la tendance qui s'était déjà dessinée aux élections européennes de 2009, aux élections régionales de 2010 et que nous avons analysée de façon précise dans les n°17 (juin 2009) et n°20 (avril 2010) de CPFC.

Cette abstention qui est un rejet massif du pouvoir Sarkozyste et des institutions de la V^{ème} République touche toutes les classes sociales.

Mais elle est avant tout populaire. En effet, elle impacte en priorité la classe ouvrière, la jeunesse mais aussi une partie de la petite bourgeoisie. Tous les records sont en effet battus dans les zones ouvrières : 67 % en Seine-Saint-Denis, 64 %

Mais le chiffre marquant de cette élection est celui de l'abstention. Elle s'est encore accrue et a touché près de 56 % du corps électoral français : soit environ 11 460 000 inscrits sur cette série des cantonales qui ont refusé de voter. Un nouveau record pour une élection sous la V^{ème} République et un bond de près de 20 points par rapport aux précédentes élections cantonales (celles de 2004). La crise politique touche toute l'architecture « démocratique » de la V^{ème} République, des fondations au grenier. C'est un fait majeur dont les révolutionnaires doivent tenir compte.

dans le Val-de-Marne et 63 % dans le Val-d'Oise, 63 % dans la commune ouvrière de Givors, 73 % à Vaulx-en-Velin, 65 % sur le Canton ouvrier de St Fons, 68,73 % sur le canton de Saint-Etienne Sud Ouest 1, 67 % sur la ville de Villeurbanne, 80 % dans les bureaux de vote ouvrier comme ceux de nombreuses villes de Seine-St-Denis ou à Vaulx-en-Velin.

De même, les zones ouvrières qui viennent de subir une vague massive de désindustrialisation sont atteintes : c'est le cas des départements de Moselle avec 62,19 % d'abstention, de la Marne avec 60,64 % ou par exemple du Nord avec près de 60 %.

LES RESULTATS DU FRONT NATIONAL, DU PARTI SOCIALISTE ET DU FRONT DE GAUCHE

Dans ce contexte de « grève des urnes », le vote FN semble dominer le scrutin en qualifiant près de 400 candidats pour le second tour au détriment de l'UMP. C'est une nouveauté renforcée par la modification de la règle de sélection des deux premiers candidats arrivé en tête. Il y a pour le coup transfert d'une partie des voix de l'UMP vers le FN. Le phénomène de siphonnage qui avait rendu possible la victoire de Sarkozy en 2007 s'est inversé ce qui fait dire à Jean-Luc Mélenchon que « l'UMP s'est pris une raclée, le FN lui a fait les poches » et que « la droite d'en bas a changé de chef ».

Mais attention, il n'y a pas pour autant de vague « Marine Le Pen » comme l'ensemble des médias et la direction du FN sont en train de le claironner haut et fort. Le FN perd lui aussi par rapport à 2004 près de 110 000 voix. Mais des « grands partis », c'est celui qui a le moins perdu et qui a été en capacité de mobiliser une partie de l'électorat petit-bourgeois de droite (commerçants, couches moyennes, agriculteurs,

retraités, etc...) en profonde déshérence. Là se situe sa « dynamique » future qui peut lui permettre à moyen terme de disputer le « leadership » à l'UMP.

De même la « relative » progression du Front de gauche est à nuancer car ce cartel de partis perd près de 180 000 voix par rapport au score du seul PCF en 2004, même si les comptages sont difficiles à effectuer du fait d'une non comptabilité en sa faveur des divers gauche présentés par le Front de Gauche. En ce qui concerne le PS, même si il arrive de loin en tête, il recule et perd près de 1 million de voix dont essentiellement dans les cantons populaires. Il ne représente in fine que 11,5 % des inscrits ce qui est faible. Mais dans la réalité, tous les partis politiques sont touchés par l'abstention-tsunami et tous subissent une baisse du nombre de voix exprimées. Une seule exception à ce tableau : une partie des électeurs perdus par le PS est venu renforcer Europe Ecologie-Les Verts qui est la seule formation à progresser en nombre de voix.

UNE CRISE POLITIQUE PROFONDE DEBUTE EN FRANCE

Dans le n°20 de CPFC d'avril 2010 nous disions à l'issue des élections régionales ce qui suit et qui reste entièrement valable (à quelques détails près) pour ces élections.

« La crise du capitalisme a produit ses effets sur les élections régionales avec une abstention record qui touche toutes les formations politiques. Les partis bourgeois UMP et MoDem sont lourdement sanctionnés. L'assise électorale de l'UMP s'est effondrée, ce qui rend le gouvernement Sarkozy d'autant plus illégitime et aussi très fragile. Pourtant, le gouvernement va poursuivre sa politique car au

soir du 2e tour, les dirigeants du PS et du FDG se sont bien gardés d'indiquer la seule conclusion qui s'imposait : « Sarkozy et son gouvernement dehors ! » Pour autant la social-démocratie traditionnelle (PS et FDG) ne sort pas plus renforcé de ces élections même s'ils pâtissent dans une moindre mesure du rejet de la part des classes populaires. De la même façon, en l'absence d'un programme politique révolutionnaire, les partis se situant à la gauche du PS et du FDG s'effondrent. C'est le cas du NPA qui continue sa dégringolade électorale en ayant mis en avant un programme de type réformiste entièrement axé sur le

terrain régional, teinté de radicalisme. Sans parler de la marginalisation politique de LO qui n'a pas donné de perspectives politiques à la classe ouvrière. Pour ce qui concerne le Front National, il se ressaisit tout comme le PS par rapport aux Européennes de 2009 mais il subit lui aussi un important recul politique par rapport à 2004. Ces éléments témoignent d'un

processus de crise politique importante. Dans tous les cas, la démocratie bourgeoise semble de plus en plus illégitime pour une grande majorité de travailleurs et de jeunes. C'est un nouvel élément politique à prendre en compte dans le cadre de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. »

Partis	2011	2004	Evolution	% des exprimés en 2011	% des exprimés en 2004	% des inscrits en 2011
UMP	1 711 903	2 574 331	-862 428	16,97	20,95	8,32
DVD	819 267	1 396 741	-577 474	9,32	11,36	3,98
UDF en 2004 (Modem + Nouveau Centre)	393 729	584 587	-190 858	4,42	4,76	1,91
FN	1 379 971	1 490 315	-110 344	15,06	12,13	6,70
PS-PRG	2 372 912	3 382 830	-1 009 918	26,42	27,52	11,53
FG (PCF en 2004)	774 666	957 223	-182 557	8,92	7,79	3,76
DVG	425 854	740 521	-314 667	5,41	6,03	2,07
EXT G	53 077	367 817	-314 740	0,58	2,99	0,26
Europe Ecologie- Les Verts	746 337	502 142	+244 195	8,22	4,09	3,63

Chiffres concernant le 1^{er} tour des élections cantonales de 2011 (sources : Ministère de l'Intérieur)

Note : Les partis dits « d'extrême-gauche » (POI, LO, NPA) sortent laminés de ces élections par rapport à 2004. Ils ne recueillent plus que 53 316 voix (0,58 % des exprimés). LO ne présentait pas de candidats pour deux raisons : un affaiblissement militant très important depuis 2004 et une activité politique entièrement tournée vers la collecte de signatures de maires en vue de la présentation d'un candidat à

l'élection présidentielle de 2012. Quant au NPA, qui a perdu la moitié de ces militants depuis 2009, il reconnaît sur son site web que ses candidats ont subi une déroute puisque sur les cantons où il a pu se présenter les scores ne dépassent jamais le 4 % à quelques exceptions près. Enfin, pour le POI, qui présentait une centaine de candidats, ces résultats sont aussi très faibles.

	2004	2011	Différence	Elus
PS	4 010 716	2 790 302	- 1 220 414	808
FG : PCF + PG	492 815	381 099 + 16 095	- 95 621	119
EELV	101 434	216 076	+ 114 642	27
PRG	134 365	119 717	- 14 648	51
DVG	616 631	376 480	- 240 151	164
UMP	2 831 478	1 579 770	- 1 251 708	356
LNC + Modem (ex UDF)	484 204	283 726 + 74 224	- 126 254	92
DVD	1 103 973	736 559 + 197 075	- 170 339	299
FN	502 973	915 506	+ 412 533	2

Résultats en voix pour le 2^e tour (source Wikipedia)

Le 2^e tour est marqué par une très forte abstention (55 %), en particulier dans les cantons et villes ouvrières et une perte significative de voix pour tous les partis à l'exception des

écologistes et surtout du FN qui récupère une partie des voix de l'UMP du 1^{er} tour. Le grand perdant de cette élection est le parti présidentiel.

Bruno MARIE-ROSE, le 28 mars 2011.

LA CRISE ECONOMIQUE SE POURSUIT

Le déficit budgétaire des Etats-Unis pour l'exercice 2011 atteindra le record de 1 480 milliards de dollars. Actuellement pour chaque dollar dépensé, 40 cents sont empruntés.

La dette américaine se creuse chaque jour de près de 4 milliards de dollars supplémentaires. A ce rythme, elle passera entre avril et mai le plafond de 14 294 milliards de dollars (~11 000 milliards d'euros) fixé par le Congrès le 12 février 2010, ce qui représente environ 95 % du PIB (contre une dette agrégée de 80 % du PIB pour la zone euro). Le gouvernement Obama cherche donc à faire augmenter ce plafond qui est fixé par le Congrès depuis 1917.

Compte tenu de l'endettement faramineux, la bataille budgétaire fait rage aux Etats-Unis. Et malgré l'objectif du gouvernement Obama de réduction du déficit de 1 100 milliards de dollars sur 10 ans, et une réduction de 2,4 % des dépenses pour le budget 2012 avec en particulier des coupes dans les budgets sociaux, cela paraît insuffisant aux élus Républicains. Ils veulent tailler dans le budget en cours sur les dépenses de santé, d'éducation, des mesures pour l'environnement, veulent des suppressions de postes de fonctionnaires, etc... Bataille qui est relayée localement par les nouveaux gouverneurs républicains et qui les conduit, comme dans le Wisconsin, à licencier les fonctionnaires et à tenter de briser les syndicats de la fonction publique.

Si un compromis n'était pas trouvé rapidement, les services publics américains devraient cesser de fonctionner, faute de trésorerie. De fait, le 1er mars, la Chambre des représentants a été obligée d'adopter une solution de secours pour que le gouvernement fédéral puisse continuer de payer ses fonctionnaires et ses fournisseurs jusqu'au 18 mars.

Depuis 2008, pour renflouer son système bancaire, après la faillite de Lehmann Brothers, le gouvernement américain, appuyé sur la banque fédérale (FED), a fait jouer à plein la politique de relance monétaire en injectant des liquidités dans l'économie, cette opération étant l'équivalent électronique du fait de faire marcher la planche à billets. De décembre 2008 à mars 2010 la FED a acheté 1 700 milliards de dollars d'obligation du Trésor et de titres adossés aux hypothèques. En novembre 2010 elle a remis ça pour 600 milliards de dollars, ledit « plan QE2 » doit arriver à terme au deuxième semestre 2011.

De ce fait, la FED est le premier créancier des Etats-Unis loin devant la Chine et le Japon, respectivement deuxième et troisième créditeurs. L'objectif immédiat du premier plan de relance monétaire était d'abaisser les taux d'intérêt pour renflouer les banques et pour tenter de doper la croissance économique et faire reculer le chômage. Comme les taux d'intérêt à court terme étaient déjà proches de zéro, la FED a acheté des bons du Trésor à long terme, seule manière d'injecter des liquidités dans le circuit économique.

Le premier plan mis en route au creux de la récession de 2008 a permis de stabiliser les marchés et d'éviter le krach bancaire en faisant baisser les taux d'intérêts élevés sur la dette émise à titre privé.

Compte tenu de la lenteur de la reprise, la FED a remis le couvert en 2010 alors que les circonstances sont bien différentes : les taux d'intérêt déjà faibles ne peuvent plus guère baisser. Par ailleurs, des pays émergents en Asie ou en Amérique Latine en forte croissance représentent aujourd'hui

de belles destinations pour les investisseurs compte tenu de taux d'intérêt servis plus élevés.

Le résultat des courses est qu'une masse de liquidités libellée en dollar est en circulation à la recherche de placements rapides et juteux. Cette masse monétaire est à l'origine de bulles spéculatives sur toutes les matières premières qu'elles soient agricoles, pétrolières, minières, etc... Elle pèse sur les taux de change des pays émergents en forte croissance gros acheteurs de ces matières premières, elle est un handicap pour ces mêmes pays qui ont du mal à contrôler les flux de capitaux qui se déplacent rapidement. Ainsi le Brésil dont le réal a gagné 41,5 % par rapport au dollar en 2009 a imposé des contrôles sur les capitaux étrangers afin d'en ralentir le flux. Idem pour la Corée du Sud. Elle pèse enfin sur les pays exportateurs dont les monnaies s'apprécient par rapport au dollar et dont les entreprises s'en trouvent désavantagées par rapport aux entreprises américaines.

Les Etats-Unis dont le dollar est LA monnaie mondiale ont pu se permettre d'avoir recours à la planche à billets, mais la relance monétaire dont le second volet arrive à terme au second semestre 2011 représente une menace pour l'économie mondiale.

En effet :

« L'arrêt de la politique non conventionnelle (relance monétaire NDLR) aux Etats-Unis impliquerait une forte hausse des taux d'intérêts à long terme, insupportable pour les économies, en particulier celle des Etats-Unis avec les effets induits sur la solvabilité des ménages, l'immobilier, les finances publiques.

Mais à l'inverse, les effets indésirables de la politique de Quantitative Easing (QE) (excès de liquidités, bulles sur les prix d'actifs, en particulier les matières premières, flux de capitaux internationaux de trop grande taille et leurs effets sur les taux de change) sont de plus en plus connus.

La prolongation du QE aux Etats-Unis est donc nécessaire aux économies dans une logique de court terme, et en même temps extrêmement défavorable dans une logique de moyen terme. Elle serait très critiquée par les pays émergents. Le choix sera donc crucial, car l'arrêt de l'achat de titres publics par les Banques Centrales conduirait à une crise obligataire... » (Flash marchés – Natixis – rédacteur Patrick Artus – 2 mars 2011)

Bref, il n'y a aucune solution viable. D'autant plus que PIMCO, le plus grand gestionnaire de fonds obligataires du monde, a liquidé entre janvier et février 2011 tous les titres de la dette fédérale américaine de son principal fonds (soit environ 53 milliards de dollars), son patron anticipant une remontée des taux à long terme et n'ayant plus confiance dans Washington pour réduire le déficit budgétaire.

« Il faut dire que les indicateurs sont au rouge : le marché immobilier est dévasté (voir cartes effrayantes sur les saisies), les bilans bancaires encore contaminés (et leur comptabilité n'est pas fiable), les muni-bonds (titres de créance – 2 900 milliards de \$ - émis par les collectivités locales américaines pour financer les projets d'utilité publique et qui ne sont pas soutenus par la FED - NDLR) sont une bombe à retardement et le plafond de la dette risque bientôt

d'être atteint. Un krach de la dette américaine est littéralement impensable, mais économiquement de moins en moins irréaliste.

Ça craque partout dans le monde en ce moment, y

compris au propre au Japon. La « fragilité » du monde augmente partout dans des proportions inquiétantes. » (article de Ph Herlin – ladettedelafrance.fr – 11 mars 2011)

MEME SI LES FORMES QU'ELLE PREND CHANGENT, LA CRISE EST TOUJOURS LA

Ainsi donc tous les éléments qui ont concouru à la crise de 2008 sont toujours là, même si les bulles se déplacent d'un secteur de l'économie à un autre et enflent à la mesure des liquidités mises en circulation.

Si les Etats-Unis peuvent se permettre de vivre à crédit sur le dos du monde c'est parce le dollar est LA monnaie mondiale. En 1971, l'impérialisme américain, coincé dans ses contradictions, décidait unilatéralement de déconnecter le dollar de sa contrepartie en or, telle que l'avaient institué les accords de Bretton Woods en 1944. « *Nous ne pouvons plus nous battre avec une main attachée dans le dos* » déclarait alors Nixon. Ainsi les Etats-Unis, tout en conservant le dollar comme principale monnaie réglant les échanges internationaux et principale monnaie de réserve internationale, se libéraient de toute contrainte limitant la création monétaire. Les autres pays, eux, étaient obligés de suivre, sans bénéficier de la même possibilité.

De ce fait, toute augmentation de la masse des dollars en circulation affecte l'ensemble du monde, en particulier du fait des bulles spéculatives qu'elle génère, et de l'inflation qui en résulte. C'est le cas en particulier pour ce qui concerne l'augmentation phénoménale des prix des matières premières agricoles. Pour le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation de l'ONU, Olivier Schutter, :

« Aujourd'hui comme en 2008 (crise alimentaire NDLR), il n'y a pas de problème de pénurie. Mais lorsque des informations sur des incendies en Russie, une canicule en Ukraine, des pluies trop fortes au Canada ou autres s'accumulent, certains opérateurs de marché préfèrent ne pas vendre tout de suite, tandis que les acheteurs cherchent à acheter autant que possible ». (Le Monde 11 janvier 2011)

Naturellement l'augmentation des prix des matières premières agricoles touche en premier lieu les pays les plus fragiles qui dépendent le plus souvent des exportations de riz et de blé pour s'alimenter. Mr Schutter explique que depuis 2008 nombre d'investissements se concentrent sur les produits agricoles destinés à l'exportation (grandes

plantations) qui menacent l'agriculture vivrière qui subsiste par l'expropriation des petits paysans de leurs terres. Comme de plus la population double à chaque génération, les parcelles sont de plus en plus petites.

Les états n'ayant pas les moyens d'acheter la terre, ce sont des investisseurs privés qui s'en chargent. De plus, les marchés dérivés ont été libéralisés depuis 2005-2006 : marchés sur les marchés permettant de gérer les risques associés aux fluctuations de cours, de taux ou de change et permettant de prendre des positions importantes à l'achat ou à la vente avec une mise de fonds limitée, ils ont longtemps réservés aux « spécialistes » d'un secteur. Aujourd'hui, les fonds d'investissement de toute nature qui cherchent à se placer spéculent sur les marchés dérivés agricoles, pétrolier, minier. Les matières premières agricoles sont un investissement comme un autre avec une attractivité particulière : tout le monde a besoin de manger, ce besoin est inépuisable et augmente avec l'accroissement de la population.

L'augmentation des prix des matières premières agricoles comme celle des matières premières relevant du secteur de l'énergie affecte l'ensemble des économies et provoque, dans tous les pays, la flambée des prix de l'alimentation, du gaz, de l'électricité, de l'essence, etc... La crise du capitalisme n'en finit pas de retomber sur tous les prolétaires de tous les pays.

L'exemple de la Chine devenue deuxième puissance mondiale avec un PIB qui s'est accru de 10,3 % en 2010 pour s'établir récemment au seuil du 5 878 milliards de dollars ne fait pas exception dans le tableau. Deuxième PIB mondial, mais avec un PIB par habitant au niveau de celui de la Tunisie, le modèle chinois concentre toutes les contradictions de la période dans laquelle il a intégré le marché mondial, celui du capitalisme pourrissant : inégalités, inflation galopante, inefficacité de l'économie qui gaspille l'eau, l'énergie et les ressources naturelles, poids des entreprises d'Etat. L'analyse du développement de la crise du capitalisme en Chine fera l'objet d'un autre article.

CRISE DES DETTES SOUVERAINES

Pour sauver leurs banques du krach en 2008, tous les pays intégrés au marché mondial ont eu recours, comme les Etats-Unis, à l'endettement pour rétablir la stabilité des marchés et réinjecter des liquidités dans le circuit.

Mais, dans la zone euro, la politique monétaire dépend de la Banque centrale européenne, laquelle est garante des trois piliers du pacte européen : le déficit budgétaire de chaque Etat ne doit pas dépasser 3 % du PIB, l'endettement public doit être inférieur à 60 % du PIB et l'inflation doit être contenue en dessous de 2 %. Aucun des états membres de la zone euros n'a plus d'autonomie en matière de politique monétaire, pour eux plus moyen de faire marcher la planche à billets.

Toute décision politique qui vise à renflouer le système bancaire relève donc d'un endettement qui doit être compensé par des coupes budgétaires. Ainsi donc les pays les plus touchés par la crise de 2008 : Grèce, Irlande, Portugal enchaînent-ils plans d'austérité sur plans d'austérité :

diminution ou gel des salaires, gel des pensions de retraite, diminution des prestations sociales etc... sans que pour autant la situation ne s'améliore. Compte tenu des tensions, tant sur le plan social qu'économique, que génèrent ces plans, les agences de notation dégradent les notes des pays en difficulté avec comme résultat d'augmenter les taux d'intérêt des refinancements nécessaires pour rembourser les dettes, ce qui au final revient à alourdir la dette elle-même, sans aucun espoir d'en sortir sauf à vendre le pays par petits morceaux.

Ainsi, le FMI et l'Union européenne ont demandé à Athènes de privatiser ses actifs à hauteur de 50 Milliards d'euros d'ici à 2015 dont 15 Milliards d'ici à 2013 contre un prêt de 110 Milliards pour payer une échéance et assurer la gestion courante. Deux députés allemands avaient, selon l'agence Reuters (5 mars 2010), suggéré à la Grèce de vendre ses plages pour résorber son déficit et il semblerait que l'idée ait fait son chemin, le gouvernement d'Athènes projetant de vendre ses îles :

« S'offrir une île grecque, ce sera bientôt possible. Le gouvernement d'Athènes serait en train de préparer la vente ou la location longue durée de plusieurs de ses 6 000 îles pour renflouer ses caisses » (selon les informations du quotidien britannique *The Guardian*).
« Le pays, qui croule sous un endettement massif, serait à la recherche d'investisseurs pour acheter des îles non-peuplées qui représentent la grande majorité de ses terres. Ces transactions permettraient de créer des emplois notamment dans la construction, et d'augmenter les ressources fiscales du pays. » (l'*Expansion* du 25 juin 2010)

Alors que la Grèce a réduit son déficit budgétaire à 9,4 % du PIB contre 15,4 % un an auparavant, sur le dos de l'ensemble des travailleurs de ce pays, la dette représente environ 150 % du PIB en 2011, à tel point que certains considèrent que la Grèce est en situation d'insolvabilité :

« La politique d'austérité mise en œuvre par Athènes et exigée par ses bailleurs de fonds ne permet pas d'espérer une croissance soutenue, d'autant que le pays ne peut dévaluer sa devise pour amortir les effets de son plan d'ajustement, comme l'avaient fait l'Argentine en 2001 ou la Russie et les pays asiatiques à la fin des années 1990. » (I.Couet – *Les Echos* – 17/03/2011).

De fait la solution préconisée est une solution négociée de restructuration de la dette grecque pour aboutir à une annulation partielle d'environ 30 %. Les créanciers les plus exposés de la Grèce étant les banques allemandes et françaises, il n'est pas question d'une crise à l'Argentine au cours de laquelle, en 2001, Buenos Aires avait déclaré être insolvable provoquant des pertes à hauteur de 73 % de leurs avoirs pour ses bailleurs de fonds.

LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES

La crise du capitalisme ne fait donc que s'approfondir, mais elle est protéiforme c'est-à-dire qu'elle est susceptible de prendre des formes différentes et d'en changer fréquemment en fonction des réponses économiques apportées à tel ou tel moment en fonction de la situation de tel ou tel pays. C'est ce qui permet aux gouvernements et économistes bourgeois, ici comme ailleurs, d'affirmer régulièrement que la crise est derrière nous.

Pourtant, les mouvements révolutionnaires au Maghreb, au Machrek, comme tous les mouvements sociaux qui commencent à secouer la vieille Europe, les Etats-Unis etc... sont le fruit de cette crise du capitalisme qui pousse les populations dans la misère. A cela s'ajoute l'effrayante réalité qui apparaît crûment dans la catastrophe nucléaire de la centrale de Fukushima-Daichi (voir article dans ce bulletin).

Toute la situation montre que la crise actuelle du capitalisme est loin d'avoir dit son dernier mot. Le surgissement des combats de classe, les mouvements révolutionnaires qui ont balayé Ben Ali comme Moubarak, en Tunisie et en Egypte, montrent la capacité des prolétaires à s'organiser lorsqu'ils ne peuvent plus supporter les conditions de vie qui sont les leurs. Mais ces mouvements montrent aussi la difficulté, sans organisation révolutionnaire, de désigner l'objectif politique de la prise du pouvoir par le prolétariat ainsi que les tâches, c'est-à-dire le programme de revendications transitoires que devra appliquer un gouvernement ouvrier appuyé sur la

Le Portugal, l'Irlande et probablement bientôt l'Espagne sont dans la même spirale. Ainsi « au lendemain de l'annonce de la démission du premier ministre portugais, Moody's (agence de notation bien connue NDLR) a dégradé jeudi la note de 30 établissements bancaires en Espagne. Une coïncidence qui tient lieu d'avertissement. » (*Le Figaro* – 24 mars 2011) et le journaliste d'expliquer que pourtant, l'Espagne a mené l'an dernier des réformes importantes sur les retraites, le marché du travail et a remis de l'ordre dans son système financier. Alors pourquoi un avertissement qui va coûter très cher ? Parce que « les deux économies ibériques... sont étroitement liées.... Les banques et caisses d'épargne détiennent 34 % de actifs internationaux de leurs homologues portugaises. Ces 76 milliards d'euros font de l'Espagne le pays le plus exposé à la dette portugaise – juste devant la France ».

Le risque est donc l'effet domino en plus des risques propres au système bancaire espagnol du fait notamment de la « structure complexe et éparpillée des caisses d'épargne, entités régionales soumises aux pouvoirs locaux et touchées de plein fouet par l'éclatement de la bulle immobilière. » (ibidem).

Tous les pays de la zone euro connaissent une crise de leurs dettes souveraines et l'Allemagne n'est d'ailleurs pas en reste, l'endettement public y a atteint en 2010 près de 2 000 milliards d'euros, soit environ 73 % du PIB, en augmentation de 18 % par rapport à l'année précédente : « la création de structures de « défaisance » où certaines banques ont transféré leurs actifs, a joué un rôle essentiel dans cette évolution. La démarche qui a concerné la banque immobilière nationalisée Hypo Real Estate et la banque régionale publique WestLB, a plombé les comptes publics de plus de 230 milliards d'euros. » (*La libre Belgique* – 22/02/2011).

mobilisation des masses pour en finir avec le capitalisme et répondre aux besoins du plus grand nombre.

Et si la situation en 2011 n'est pas la même que celle de 1938, elle est sur les mêmes rails car les conflits entre puissances impérialistes ne manqueront pas de se développer pour tenter de trouver des échappatoires à la crise du capitalisme. Aussi faut-il reprendre ce qu'écrivait Léon Trotsky en 1938 dans le Programme de Transition - La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir :

« Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres : elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. **La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire** ».

C'est en cela que la responsabilité de tous les militants révolutionnaires est engagée : il est absolument impératif de construire des partis ouvriers révolutionnaires et une internationale ouvrière révolutionnaire pour la période qui vient.

Julie LAROUSSE, le 27 mars 2011.

MOUVEMENT DEMOCRATIQUE OU REVOLUTION EN TUNISIE ET EN EGYPTE ?

L'INTERET DE LA BOURGEOISIE POUR LA VERSION DEMOCRATIQUE

La bourgeoisie française a tenté de justifier ses relations étroites avec les dictateurs déchus par une erreur d'appréciation, non sur la nature des régimes, mais plutôt sur la capacité des populations de s'en débarrasser. Mais elle a bien été obligée de constater que les masses étaient parvenues en Tunisie et en Egypte à chasser Ben Ali et Moubarak. Dès lors, un tournant tactique précipité s'est imposé à elle pour garder un pied dans la porte. Les mots ont leur importance. Pour la bourgeoisie française, les événements survenus en Tunisie, en Egypte et dans la plupart des pays du Maghreb et du Machrek, ne sont pas des révolutions, mais des mouvements pour la démocratie, ou au mieux des révolutions démocratiques.

Pourtant, l'ampleur et la détermination des manifestations affrontant police et armée, le mélange et le brassage de toutes les couches de la population entraînées dans ce mouvement d'ensemble, avec leurs propres revendications, mais unies dans la même exigence de la chute des dictatures, tout démontre l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Naturellement, l'ouverture d'une crise révolutionnaire n'entraîne pas ipso facto la victoire de la révolution. Mais parler de mouvement pour la démocratie ou de révolution démocratique, c'est d'avance assigner au mouvement des masses non pas l'objectif de la victoire de la révolution, mais au mieux celui de la réalisation de la démocratie, c'est mettre sous le tapis toutes les revendications économiques et sociales contre le chômage, les salaires misérables etc., qui, combinées avec les revendications démocratiques, sont l'autre moteur du mouvement révolutionnaire.

Cette présentation a l'avantage de privilégier le rôle de la petite bourgeoisie éduquée, notamment la jeunesse étudiante,

EN TUNISIE COMME EN EGYPTE, LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE S'APPROFONDI

En Tunisie, les masses ne désarment pas après la chute de Ben Ali. En moins de 24 heures, elles contraignent la direction de l'UGTT à quitter le gouvernement de transition, composé presque exclusivement de ministres de Ben Ali. Un processus profond de ré-appropriation par les travailleurs de l'UGTT, dont la direction était très liée à Ben Ali, est d'ailleurs en cours. En effet, au plus fort des manifestations pour chasser le dictateur, les sections locales de l'UGTT organisaient la mobilisation pendant que la direction nationale de l'UGTT appelait à un dialogue constructif avec le pouvoir !

Le premier gouvernement de transition, destiné comme l'ont dit les manifestants, « à faire du Ben Ali sans Ben Ali » ne durera que 12 jours, jusqu'au 27 janvier, emporté par les manifestations. Le second gouvernement, débarrassé des 8 anciens ministres de Ben Ali, mais toujours sous la direction

adepte de Facebook, et de gommer la place et le rôle du prolétariat dont les grèves dures et importantes ont pourtant précédé le mouvement et le nourrissent depuis. C'est que, justement, le prolétariat mondial regarde avec un immense intérêt les premières victoires des masses obtenues en Tunisie et en Egypte par des combats de classe déterminés. Il pourrait bien y puiser une source d'inspiration. C'est pourquoi la bourgeoisie répond par avance : circulez, il ne s'agit pas de révolution, il ne s'agit pas de savoir quelle classe doit diriger la société, il ne s'agit que d'un déficit démocratique propre à ces pays, d'où l'appellation « Printemps arabe » qui fait

flores pour bien marquer l'irréductible spécificité de ce mouvement. Pour faire oublier Alliot Marie, la bourgeoisie française ne pouvait donc faire moins que de soutenir la démocratie. Ainsi par exemple Alain Juppé a-t-il sacrifié à son petit tour de la place Tahrir au Caire, comme d'autres avant et après lui, pour témoigner de la sincérité de cette conversion.

L'adaptation à cette pression idéologique de la bourgeoisie visant à

transformer un mouvement révolutionnaire en mouvement pour la démocratie gagne d'ailleurs nombre d'organisations en France. Même si certaines d'entre elles parlent de révolution dans leur presse respective, quand elles font l'unité, c'est toujours sur le plus petit dénominateur commun... Ainsi le 12 mars, on pouvait lire à Lyon sur une banderole siglée PCF, PS, PG, NPA etc. déployée lors d'un rassemblement de solidarité avec les mouvements au Maghreb et au Machrek « solidarité avec les peuples en lutte pour la démocratie ».

Sans doute, dira-t-on, mais au moins la démocratie est-elle préférable à la dictature. Mais peut-on en Tunisie et en Egypte avoir la démocratie sans faire la révolution ?



Manifestation du 12 mars à Lyon



Place Tahir au Caire

de Ghannouchi, lui-même ancien premier ministre de Ben Ali, ne fera guère mieux : il tombe le 27 février, un mois après sa nomination, également emporté par les manifestations.

Parallèlement à la destruction complète du système Ben Ali, à l'éviction des directions d'entreprises ou d'administrations corrompues avec le régime, au jugement des responsables des exactions, des détournements de fonds etc. réclamés par les masses, les manifestations se poursuivent, à Tunis comme dans les villes de province, pour dénoncer la précarité, le chômage, et même l'absence de couverture médiatique de ces mouvements.

En Egypte, les grèves se sont multipliées, malgré l'appel de l'armée à reprendre le travail. A l'usine textile de Mahalah,

un des bastions du prolétariat, les ouvriers revendiquent des salaires à 1500 livres mensuels alors qu'ils ne touchent que 400 à 600 livres (entre 47 et 72 euros environ), l'éviction d'une partie de la direction trop corrompue avec le régime. Ils obtiennent une augmentation de 25%. Par ailleurs les fonctionnaires sont augmentés de 15%. Le 3 mars, le Premier Ministre, trop compromis, doit démissionner.

Les petits paysans, qui ont été chassés de leur terre, commencent à les réoccuper et des heurts se produisent avec

MAIS LES BOURGEOISIES COMBATTENT PIED A PIED

Le fameux processus démocratique a pour les bourgeoisies tunisiennes et égyptiennes un contenu politique précis : tenter de persuader les masses que, les dictateurs partis, elles devaient maintenant rentrer chez elles et reprendre le travail afin de préserver au mieux l'appareil d'Etat et de conserver la main-mise sur l'économie. Evidemment les masses ne l'entendant pas de cette oreille, c'est en reculant pas à pas devant les manifestants que les bourgeoisies tunisienne et égyptienne doivent manœuvrer.

En Tunisie, une fois tombé le second gouvernement de transition avec Ghannouchi à sa tête, le Président par intérim a dû renoncer à organiser des élections présidentielles dans le cadre de l'ancienne constitution. Mais qu'à cela ne tienne ! Il a annoncé la date des élections à l'Assemblée Constituante pour le 24 juillet prochain, semblant reprendre ainsi la revendication majeure avancée par les organisations rassemblées dans le Conseil national de protection de la révolution.

Mais il a soigneusement préparé son affaire : une « *instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique* » devait discuter du texte de loi organisant ces élections. L'intitulé à rallonge donné à cette instance indique à lui seul l'objectif : noyer la révolution dans les méandres d'une transition démocratique limitée à quelques réformes constitutionnelles. De plus, certaines organisations sont invitées à participer à cette instance, mais pas d'autres et surtout une quarantaine de personnalités dites « indépendantes » et nommées par les

LES BOURGEOISIES TUNISIENNE ET EGYPTIENNE NE JOUENT AUCUN ROLE PROGRESSISTE

En réalité, ni en Tunisie, ni en Egypte, les bourgeoisies au pouvoir n'entendent œuvrer pour la démocratie, contrairement à ce qu'elles disent et à ce que feignent de croire les dirigeants des pays impérialistes. Les bourgeoisies dans ces pays se sont constituées comme classe dominante dans le cadre de leur lutte pour l'indépendance nationale et la décolonisation et après avoir installé et développé leur propre Etat. Mais, coincées entre la pression de l'impérialisme d'une part et les revendications de la population d'autre part, ces bourgeoisies ont, pour se maintenir au pouvoir, nécessairement installé des régimes autoritaires, bonapartistes ou dictatoriaux. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si ce type de régime est le plus fréquent dans les pays anciennement colonisés.

Sur cette base, les bourgeoisies de ces pays ont pu réaliser quelques développements, de manière très inégale, comme l'éducation en Tunisie ou les grands travaux sur le Nil en Egypte. Elles ont même pu prendre au début de leur installation au pouvoir quelques mesures de nature anti-impérialiste comme par exemple la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Mais rapidement la réalité à la fois parasitaire et omnipotent des régimes mis en place a effacé les discours progressistes, avancés d'abord de manière

les milices des grands propriétaires. Le 6 mars, les manifestants ont envahi tous les locaux de la police politique, interrompant la destruction des dossiers compromettants pour le régime. Les salariés ont littéralement jeté dehors le président de la Banque nationale d'Egypte, lié à Moubarak. Notons également une manifestation de travailleurs devant le siège de l'Union des travailleurs égyptiens exigeant le départ de son dirigeant trop compromis avec le régime.

soins du gouvernement tunisien démontre la volonté de la bourgeoisie de garder le contrôle total de cette opération.

En Egypte, l'armée qui assure le pouvoir après le départ de Moubarak vient d'organiser un référendum pour une modification constitutionnelle purement cosmétique. Cette initiative soutenue par les seuls Frères musulmans, ce qui confirme s'il en était besoin le caractère réactionnaire de cette organisation, a été combattue par l'opposition qui a estimé au contraire à juste titre qu'il fallait en finir avec toute la Constitution antérieure. Une abstention de près de 60 % a signifié le refus d'une majorité des masses de cette manipulation, mais le pouvoir, utilisant le fait que l'approbation du référendum conditionnait le retour à un gouvernement civil, a recueilli l'approbation de 77% des votants.

Bien entendu, les portraits ont été décrochés et les personnalités les plus voyantes de la dictature ont été écartées, mais on est bien loin de l'élimination complète du système réclamée par les masses, du jugement des responsables, de la récupération des fonds détournés etc... En Egypte, l'armée continue d'arrêter et d'emprisonner les opposants : après l'évacuation par la force des manifestants de la place Tahrir le 9 mars dernier, des centaines ont été arrêtés, brutalisés et plusieurs dizaines d'entre eux ont écopés de 1 à 7 ans de peine de prison infligée par un tribunal militaire. Le mythe de l'armée de la bourgeoisie au côté du peuple ne résiste pas à l'examen des faits.

purement opportuniste pour se concilier les masses.

Aujourd'hui l'approfondissement de la crise générale du capitalisme au plan mondial les précipite dans une impasse. Le maintien de leurs prébendes extorquées sur le peuple et concédées par l'impérialisme en échange de leur rôle de gendarme et de gardien de leurs intérêts devient insupportable aux masses qui plongent dans une misère toujours plus grande.

Les dictateurs chassés par la rue, une période d'instabilité s'installe qui durera tant qu'une des deux classes fondamentales, la bourgeoisie ou le prolétariat, n'aura pas pris un avantage décisif sur l'autre. Les bourgeoisies tunisienne et égyptienne vont chercher, même si elles doivent aujourd'hui composer avec le mouvement des masses, à retrouver les conditions politiques de la seule forme de domination qui convienne à leur situation, celle du pouvoir fort, du Bonaparte ou du dictateur. Mais elles n'en ont pas les moyens politiques pour le moment. Pour y parvenir, elles doivent d'abord infliger de profondes défaites aux masses.

Mais qu'est-ce qui peut faire reculer les masses et redonner l'initiative à la bourgeoisie ? Précisément les illusions sur le rôle soi-disant progressiste de leur bourgeoisie, sur la nécessité incontournable d'une révolution par étape dont la

première étape, et la seule, pourrait-on dire, est bien entendu confiée à la bourgeoisie, l'absence de perspective de construction d'un mouvement indépendant de la bourgeoisie pour aller à la prise du pouvoir, bref autant d'impasses

mortelles pour la révolution que véhiculent au sein des masses des organisations petite-bourgeoises, d'origine stalinienne ou maoïste.

SUR LA POLITIQUE POURSUIVIE PAR CES ORGANISATIONS EN EGYPTE ET EN TUNISIE

En Egypte, à notre connaissance, aucune organisation n'avance aujourd'hui la nécessité d'en finir avec le régime de la bourgeoisie et donc de centraliser les revendications des masses sur la prise du pouvoir. Pour le moment les revendications économiques et démocratiques, chacune d'entre elles étant naturellement très importante, sont mises en avant pour en demander la satisfaction au gouvernement bourgeois, sans que soit dégager une perspective politique gouvernementale ouvrière.

En Tunisie, 7 organisations (PCOT, PTPD, Nassériens, Baasistes, nationalistes démocrates, etc...) ont constitué le 14 janvier le Front du 14 janvier (en référence à la date de la fuite de Ben Ali) sur un programme affirmant notamment :

- « la nécessité de faire tomber le gouvernement de Ghannouchi ou tout gouvernement qui comprendrait des symboles de l'ancien régime ;
- la dissolution du RCD, le parti de Ben Ali, et celui de la police politique, le démantèlement de la structure politique de l'ancien régime, le jugement des auteurs d'exactions, de torture, de corruption et de détournement de fonds publics ;
- l'élection d'une Assemblée Constituante afin de formuler une nouvelle constitution démocratique et fonder un nouveau système juridique pour encadrer la vie publique qui garantit les droits politiques, économiques et culturels du peuple ;
- la construction d'une économie nationale au service du peuple où les secteurs vitaux et stratégiques sont sous la supervision de l'État, la re-nationalisation des institutions qui ont été privatisées et la formulation d'une politique économique et sociale qui rompt avec l'approche libérale capitaliste. »

Le 11 février, 28 organisations ouvrières et démocratiques se rassemblent dans le Conseil pour la protection de la révolution. Ce conseil intègre les organisations qui avaient constitué le Front du 14 janvier, mais comprend en outre l'UGTT, la Ligue des droits de l'homme, l'Ordre des avocats etc... Compte tenu de cet élargissement, la revendication de la chute du gouvernement Ghannouchi qui fait alors divergence n'est plus avancée, mais elle doit être reprise le 1^{er}

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE

Régler ces questions politiques est donc décisif pour l'avenir de la révolution en Tunisie et en Egypte.

Il dépend d'une organisation révolutionnaire d'ouvrir clairement la perspective du renforcement et de la centralisation des comités locaux, d'usine ou de quartiers qui sont apparus dans le mouvement, notamment en Tunisie, d'avancer ouvertement la nécessité de la prise du pouvoir par un gouvernement issu de ces comités, représentant les travailleurs, la jeunesse et toutes les couches opprimées de la société. Il lui revient également d'avancer un programme de revendications transitoires alliant les revendications démocratiques et économiques des masses dont la satisfaction

mars car les manifestations qui sont de plus en plus fortes sur cet objectif l'imposent au Conseil. Ce Conseil revendique notamment d'être associé aux décisions du gouvernement de



Réunion publique des comités révolutionnaires et de l'UGTT en Tunisie

transition, de pouvoir les contrôler, et demande l'élection d'une Assemblée Constituante dont il se dit prêt à préparer le cadre législatif.

Potentiellement, ce Conseil pour la protection de la révolution est un organe de double pouvoir, il se dresse à côté du gouvernement bourgeois dont il conteste les décisions, mais, en tous cas jusqu'à présent, il ne revendique pas le pouvoir. En effet sa revendication principale réside dans l'élection de l'Assemblée Constituante dont l'initiative est reprise par le gouvernement qui souhaite associer une partie des organisations dans un processus préparatoire. Le Conseil en conteste les modalités, mais il ne décide pas lui-même de convoquer cette Assemblée Constituante, indépendamment du gouvernement.

S'il le faisait d'ailleurs, ce n'est pas une Assemblée Constituante qu'il devrait convoquer, mais le Congrès des comités de quartiers, d'usines, de paysans etc..., comités que les masses ont commencé à constituer dans leur lutte. La revendication de l'élection d'une Assemblée Constituante sous une apparence très à gauche, fait donc dépendre le Conseil, et par suite le devenir de la révolution, des décisions du gouvernement bourgeois. A ce mot d'ordre de Constituante souveraine, il faut substituer celui de Congrès national des Comités qui adoptera le programme de la révolution et décidera de prendre le pouvoir.

ne pourra être réalisée que par un gouvernement s'attaquant au capitalisme, détruisant l'Etat de la bourgeoisie et toutes ses institutions réactionnaires et corrompues pour le remplacer par un gouvernement ouvrier. Cette perspective est minoritaire dans la société tunisienne et égyptienne ? Sans aucun doute car les masses qui ont fait preuve d'un courage, d'une détermination et d'une grande maturité politique ne peuvent pas disposer d'une pleine conscience de la voie à suivre sans l'aide d'une organisation révolutionnaire.

Comment la construire ? Précisément en défendant ouvertement auprès des masses la perspective de prendre le pouvoir et non pas de le laisser à la bourgeoisie.

Sébastien MERENCE, le 27 mars 2011.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS DU WISCONSIN CHANGE LA DONNE DE LA LUTTE DES CLASSES AUX USA

Depuis plus d'un mois, une très importante mobilisation de travailleurs se déroule à Madison, capitale de l'Etat du Wisconsin. Cette lutte sans précédent est en train de modifier de façon profonde la situation aux USA et ouvre de nouvelles perspectives au combat de la classe ouvrière.

OBAMA, LES DEMOCRATES ET LES REPUBLICAINS A L'OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

En effet, les travailleurs du Wisconsin, se sont mobilisés en masse contre la politique du nouveau gouverneur républicain Scott Walker élu avec le soutien des activistes du Tea Party. Sa politique de réduction des déficits et de mise en place d'un sévère plan d'austérité vise à terme à supprimer 21 000 emplois publics, à détruire les droits syndicaux, à réduire de façon importante les salaires des fonctionnaires, à porter atteinte à leurs retraites et à leurs conditions de travail. Cette offensive sans précédent contre les travailleurs américains et contre leurs organisations syndicales n'est pas le fruit du seul état du Wisconsin.

En effet, c'est au niveau du gouvernement fédéral, présidé par le démocrate Barak Obama, que l'heure est à la réduction des déficits publics et aux plans d'austérité pour faire face à la crise du capitalisme. Il est à noter qu'aux USA, chaque Etat dispose d'une très large autonomie dans le cadre du fédéralisme pour appliquer cette politique. Ainsi plusieurs Etats à direction démocrate ou républicaine ont présenté des plans similaires ou préparent ce même type de politique : Ohio, Indiana, Tennessee, New Jersey, New York... D'où l'importance nationale et internationale de la mobilisation en cours.

L'ANNONCE DU PLAN DU GOUVERNEUR SCOTT WALKER

Tout a commencé le 14 février à Madison, capitale de cet Etat industriel proche des grands lacs. Ce qui a mis le feu au poudre, c'est l'annonce par le nouveau gouverneur Scott Walker du premier volant du plan visant à réduire les conventions collectives des fonctionnaires : sous prétexte d'ajustement budgétaire, le plan prévoit de supprimer le pouvoir des syndicats de négocier les conditions de travail, les heures supplémentaires, les congés payés ou maladie.

Leur rôle se résumerait à la négociation d'augmentations

salariales qui seraient limitées par le taux d'inflation annuel. En outre le même plan s'attaque au mode de syndicalisation obligatoire qui est en vigueur dans cet Etat et plus largement aux USA.

Enfin, il prévoit aussi d'augmenter de 8 % en moyenne les cotisations retraite et santé des fonctionnaires.

LES TRAVAILLEURS ENVAHISSENT LE CAPITOLE, LIEU DU POUVOIR, ET L'OCCUPENT

Peu après l'annonce de ces mesures, à l'appel de leurs syndicats de base (dont celui des enseignants très à la pointe dans le combat et la grève), mais aussi de façon très spontanée, des milliers de manifestants (travailleurs des secteurs publics mais aussi du privé, jeunes, agriculteurs...) se sont dirigés vers le Capitole de Madison.

Les manifestants ont envahi le hall d'entrée de ce bâtiment qui abrite le Sénat et la Chambre des députés de l'Etat pour interdire le vote de ce projet. Ce qui n'était qu'un



Occupation du Capitole de Madison

sit-in spontané au départ s'est rapidement transformé en occupation du Capitole. Pendant 17 jours, les manifestants se sont organisés pour occuper ce bâtiment qui s'est transformé en quartier général du mouvement. Les slogans du mouvement ont recouvert les murs de l'édifice : « Kill the bill » (Tuez la loi) ou « Welcome to Cairo » en référence aux mouvements révolutionnaires en cours en Egypte et en Tunisie.

C'EST LA GUERRE DE CLASSE

Le 26 février, 70 000 personnes ont manifesté au cœur de Madison pour sauver « cinquante ans d'acquis sociaux ». Lors de sa visite aux manifestants et durant son discours de meeting, le cinéaste socialisant Michael Moore résuma à sa

façon ce combat de classe inédit aux USA depuis les années 30 :

« This is War. This is a Class War. That's Been Leveled Against the Working People of This Country... Take on the Banksters, Hail those Fighting Back in Wisconsin and Beyond » (C'est la guerre. C'est la guerre de classe déclenchée contre le peuple travailleur de ce pays ... Debout contre les banksters

(contraction des mots banquier et gangster), Vive ceux qui résistent au Wisconsin et ailleurs ...)

Au bout de 17 jours de mobilisation le parlement a été évacué.

LES MANŒUVRES DES DEMOCRATES DU WISCONSIN

Quant aux députés du parti démocrate du Wisconsin, sous la pression des masses, ils se sont dans un premier temps enfuis dans un Etat voisin afin de ne pas avoir à voter cette loi. En effet, le quorum n'étant plus atteint, le vote ne pouvait pas avoir lieu. Néanmoins, sous la menace du gouverneur Walker, les 14 députés démocrates sont rentrés au Wisconsin. Tout auréolés du prestige d'avoir résisté à la pression des républicains ils se sont posés en défenseurs conséquents de la politique d'Obama, et n'ont proposé comme unique solution au mouvement en cours que la voix électorale. Face à cette position capitularde des démocrates mais aussi des bureaucrates syndicaux de l'AFL-CIO, l'union locale de l'AFL-CIO, la South Central Federation of Labour (SFCL) de Madison s'est déclarée pour la grève générale en cas d'adoption du bill antisindical. Cette position combative a alimenté le débat au sein des travailleurs.

La pression montait dans les syndicats pour que ceux-ci durcissent leur position et ne se contentent pas de défendre la simple « liberté de négocier » mais s'engagent à ne pas négocier l'inacceptable. Le syndicat des infirmières notamment prenait courageusement position en ce sens. En outre, le 7 mars, le Wall Street Journal a publié une information selon laquelle le groupe parlementaire démocrate de l'Etat avait abouti à un compromis avec la majorité républicaine. Ce compromis portait sur la suspension – et non l'annulation – pendant deux ans des conventions collectives. Cet article du Wall Street Journal a remobilisé les travailleurs en lutte. Ils ont bombardé d'e-mail et de coups de téléphone les représentants démocrates qui, in fine, ont annoncé qu'il n'y avait pas d'accord.

FACE AU COUP DE FORCE DU 10 MARS, 150 000 TRAVAILLEURS DEFERLENT A MADISON : « REJET DU PLAN WALKER ! PAS UNE CONCESSION ! PAS UN DOLLAR POUR PAYER LA CRISE ! »

Mais le 10 mars, par un coup de force, le gouverneur Walker et les seuls représentants républicains ont fait passer par décret la suppression des négociations des conventions collectives dans le secteur public.

La réaction ne s'est pas fait attendre : immédiatement plusieurs syndicats ont appelé à la mobilisation et à l'action visant de nouveau à occuper le siège du parlement. Ce qui fut fait. Quelques milliers de manifestants, le syndicat des pompiers en tête, ont repris le Capitole aux cris de « *General Strike* »



Nouvelle occupation du Capitole à Madison

par des milliers d'autres, bloquant à nouveau la machine administrative de l'Etat.

Mais le gouverneur fit évacuer le parlement par la Garde Nationale (réservistes de l'armée US). Il y eut plusieurs arrestations et des blessés dont des responsables politiques et syndicaux. Face à cette violence, le 12 mars, près de 150 000 travailleurs venus de tout le pays se sont mobilisés à Madison à l'appel des syndicats du Wisconsin. Les mots d'ordre étaient très clairs : « *Rejet du plan Walker ! pas une concession ! pas un dollar pour payer la*

grève générale), et ont relancé l'occupation, bientôt rejoints *crise . »*

CHANGEMENT DE PERIODE AUX USA

Pour conclure provisoirement : cette importante mobilisation ne se limite pas au seul Wisconsin. Elle engage toute la classe ouvrière américaine (y compris d'origine latino-américaine), compte tenu de la crise du capitalisme et de la politique de Barak Obama mise en musique de façon locale par les gouverneurs des deux partis de l'impérialisme américain. Cette mobilisation est largement populaire puisque 60 % des américains, selon un récent sondage, soutiennent la lutte de Madison.

Elle pose de façon crue à l'ensemble du prolétariat américain la question de la centralisation de ses luttes (une importante

manifestation a eu lieu à Columbus dans l'état de l'Ohio pour les mêmes motifs), de la grève générale, des obstacles des appareils syndicaux et en premier lieu de l'AFL-CIO inféodé au parti démocrate d'Obama (son principal dirigeant Trumka restant muet comme une carpe), de l'auto-organisation du mouvement et bien entendu de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Cette situation est nouvelle. Elle est comme pour les révolutions en cours en Egypte et en Tunisie, comme pour les mobilisations en Irlande, Grèce, France, etc...le produit de la crise du capitalisme et de ces immenses conséquences pour les masses.

John Ewan MOORE, le 18 mars 2011.

SUR L'ACCIDENT NUCLEAIRE A FUKUSHIMA

La catastrophe nucléaire au Japon est la conséquence directe du tsunami engendré par le séisme du 11 mars 2011, de magnitude 9, l'un des plus violents enregistrés sur la planète depuis plus d'un siècle. Les systèmes d'alerte et de sécurité de la centrale ont réagi comme prévu et celle-ci a résisté au tremblement de terre, mais le tsunami qui a suivi a ravagé les systèmes de refroidissement.

Or le refroidissement est indispensable aux barres de combustible qui doivent baigner en permanence dans l'eau qu'elles font bouillir, sans quoi elles surchauffent et entrent en fusion en raison d'une réaction en chaîne incontrôlée, ce qui finit par endommager les enceintes de sécurité. Si ces enceintes cèdent, la radioactivité est relâchée dans l'environnement avec toutes les conséquences qui en découlent. Le cas de figure actuel est une fusion partielle de certains réacteurs contre laquelle luttent les techniciens sur place.

Après la catastrophe de Tchernobyl, il avait été expliqué que la technologie vétuste, des normes de sécurité insuffisantes et la bureaucratie étaient à la base de l'accident, ce qui est exact. Mais que dire de la troisième puissance économique de la planète, réputée pour sa spécialisation dans la haute technologie ?

Il est évident que le séisme et le tsunami qui a suivi ne dépendent pas du système politique en place, mais la réponse qui a été apportée à la catastrophe et l'organisation du système énergétique indispensable à un pays industrialisé comme le Japon y sont intimement liés. L'entreprise TEPCO qui la gère avait déjà été avertie de risques concernant la sécurité par les autorités américaines, avertissements qu'elle a ignorés. Certains réacteurs étaient arrivés au terme de leur durée d'utilisation prévue, mais les autorités compétentes japonaises ont autorisé une prolongation – ce qui est loin d'être une spécificité nipponne.

Des réacteurs de conception plus sûre existent, mais les anciens n'ont pas été remplacés. Tout cela pour des raisons de coûts, parce que TEPCO avait besoin de rester compétitif pour survivre dans un marché concurrentiel, et permettre aux entreprises japonaises d'être compétitives sur le marché mondial. Le choix énergétique, le fait de savoir s'il fallait s'orienter vers le nucléaire ou d'autres sources d'énergie moins dangereuses comme les énergies renouvelables n'a pas été un choix démocratique mais économique.

Dans le système capitaliste, il peut difficilement en être autrement : la préoccupation de la bourgeoisie française de « gérer » la crise et préserver les parts de marché de sa filière nucléaire avec des « éléments de langage » concoctés par des conseillers le montre bien. Nicolas Sarkozy vient de refuser tout net un débat sur l'énergie nucléaire en France, le sujet

étant trop important pour être laissé au tout venant qui est prié de se contenter d'affirmations rassurantes selon lesquelles toutes les leçons seront tirées de cette catastrophe. Ce qui revient à dire que rien ne changera, comme rien n'a changé depuis les déclarations lénifiantes prétendant que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté aux frontières de la France. Au besoin, les seuils de sécurité qui ne sont que des chiffres sur un papier seront modifiés, comme cela se passe actuellement à Fukushima.

Pourtant, diverses solutions techniques existent et la bourgeoisie le sait, mais étant prise dans l'étau de ses propres contraintes, elle ne peut les appliquer, ni même en discuter ouvertement. Comme il faut réduire les coûts, elle ignore même celui de la gestion à long terme des déchets nucléaires radioactifs. La seule voie qu'elle impose, c'est de continuer comme avant.

Pourtant, « la concentration de certaines productions ou services stratégiques entre les mains d'un petit nombre d'acteurs met en péril la planète lorsqu'ils sont frappés par une catastrophe. Il faut de la diversité et de la redondance : faire produire la même chose, par des technologies diverses, à des endroits différents. Le marché n'assurant pas cette diversité, mais générant

concentration et spécialisation, c'est aux autorités publiques d'assurer cette pluralité. » Ce ne sont pas des révolutionnaires qui le disent, mais Pierre-Alain Schieb qui dirige à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans Le programme sur l'avenir¹.

Le système capitaliste est incapable de fournir une énergie sûre, abordable et respectueuse de l'environnement, même en sachant que continuer sur la voie actuelle représente un risque pour la vie de millions de personnes et pour la survie à terme de la planète. De plus, la quantité d'énergie produite est elle-même dépendante de toute l'organisation capitaliste de la société dont une des règles de fonctionnement est de produire toujours plus, afin d'assurer la rotation et l'élargissement du capital, quelles qu'en soient les conséquences.

Cette question décisive de l'énergie ne pourra être durablement résolue que par des gouvernements ouvriers s'attaquant au capitalisme, mettant l'économie au service de la satisfaction des besoins et non plus au service du profit et coopérant au plan international au lieu de se faire concurrence ; ce qui libérera également la recherche scientifique qui pourra alors développer des solutions bien plus abouties que celles dont nous disposons à l'heure actuelle.

¹ http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/03/21/megachocs-et-si-leurs-effets-devenaient-insurmontables_1496099_3234.html



Contrôle de radio-activité au Japon

LA REVOLUTION MEXICAINE INTERROMPUE (1910-1920)

PAR ADOLFO GILLY

Il y a cent ans commençait la révolution mexicaine qui fut la première du 20^e siècle (après celle de 1905 en Russie) à soulever des masses immenses, de 1910 à 1920. Ce mouvement irrésistible des paysans et des ouvriers agricoles au Mexique alla jusqu'à porter au pouvoir, à Mexico, en décembre 1914, les armées du Nord dirigées par Pancho Villa et dans le Sud par Emiliano Zapata. Ce fut là son point culminant.

Et pourtant, la révolution mexicaine qui bouleversa quelque temps les rapports de propriété à la campagne (sans toutefois abolir la grande propriété) ne parvint pas à renverser le régime bourgeois, à détruire son Etat (sauf dans le Morelos, sorte d'Etat- Commune entre les mains des petits paysans qui constituèrent la base de l'armée de Zapata durant de longues années).

La raison ? C'est qu'une révolution dirigée par la seule paysannerie, à l'époque de l'impérialisme, ne saurait en finir avec le capitalisme. Et le malheur du Mexique, c'est que le prolétariat (inorganisé syndicalement et politiquement en 1910) ne fut toujours qu'une force d'appoint à la révolution paysanne livrée à ses propres forces politiques, laissée sans perspectives et sans programme.

C'est ce qu'explique fort bien Adolfo Gilly, qui fut militant de la IV^e Internationale pabliste, dans un livre déjà ancien, La Révolution mexicaine, 1919-1920. Une révolution interrompue. Une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir (publié dès 1971 mais en français seulement en 1995 par les Editions Syllepse et que l'on trouve encore). Il est impossible de résumer en quelques lignes ce travail fort bien fait qui analyse par le menu toutes les phases de la révolution et qui en montre à la fois la grandeur et les limites politiques.

L'auteur analyse bien comment l'effondrement de l'Etat bourgeois mexicain en 1914 permit aux armées paysannes d'occuper Mexico et le siège du pouvoir. Mais les paysans ne surent comment exploiter leur victoire, convoquèrent une « Convention » (inspirée de celle de 1792 en France), mais sans autorité réelle et dont la direction petite-bourgeoise dut céder le terrain politique puis militaire aux « constitutionnalistes » regroupés à Vera Cruz. Les généraux Carranza et Obregon à la tête des armées de la bourgeoisie furent en mesure de reconquérir tout le pouvoir au compte de la bourgeoisie nationaliste. A l'exception de l'Etat-Commune de Morelos que Zapata dirigea entre 1911 et 1919, « où les paysans ont mis en place leur propre gouvernement, nous dit l'auteur, avec ses lois, ses instances municipales, son système judiciaire, sa monnaie et ses forces armées ».

Mais il oublie d'ajouter que même très radicalisé et véritablement aux mains des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, cet « Etat paysan », même révolutionnaire, n'est qu'un Etat bourgeois, incapable d'ouvrir la perspective du socialisme et de l'Etat ouvrier pour tout le Mexique et l'Amérique latine. Evoquant la « seconde vague révolutionnaire des années 30 », il prend la défense, sans critique, des « acquis » du gouvernement bourgeois radicalisé du général Lazaro Cardenas avec sa « réforme agraire, la nationalisation du pétrole, (la naissance) des syndicats de l'industrie... »

Rallié aujourd'hui au programme de la démocratie (bourgeoise), A. Gilly s'aventure sur ce terrain jusqu'à conclure : « Surgis de l'histoire mexicaine, cardénisme et zapatisme sont aujourd'hui les noms des deux grands mouvements qui mettent en question le régime établi et l'état de choses existant ».

C'est pourquoi il apporte son soutien à l'Armée zapatiste de libération nationale apparue dans l'Etat du Chiapas le 1^{er} janvier 1994 et qui s'appuie elle aussi sur une « Convention ». Comme si la roue de l'histoire n'avait pas tourné. La révolution mexicaine à venir ne saurait être une réédition, en petit, de l'épopée paysanne haute en couleurs de Villa et Zapata, mais, comme partout dans le monde, une révolution dirigée par la classe ouvrière. Tel est l'enseignement de la glorieuse révolution mexicaine de 1910-1920.

DAVID, le 25 mars 2011.

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à **« l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes »**.

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.